

Communiqué de presse



Montreuil, le 27 novembre 2025

Rapport du Sénat sur le PLF 2026 - Budget annexe « Contrôle et Exploitation Aériens »
et Programme 159 « Expertise, information géographique et Météorologie »

Plutôt que la casse budgétaire, la FNEE CGT exige des moyens à la hauteur des enjeux du service public !

La Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement (FNEE) CGT prend acte du rapport spécial du Sénat sur le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 concernant le budget annexe « Contrôle et Exploitation Aériens » (BACEA) et le Programme 159 « Expertise, information géographique et Météorologie ».

Ce rapport met en lumière, une fois de plus, les conséquences désastreuses des contraintes budgétaires imposées par l'État sur nos services publics.

CONTRÔLE AÉRIEN : danger de sous-capacité chronique

La FNEE CGT dénonce la vision court-termiste qui prévaut à la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) et au Budget Annexe (BACEA).

- **Recrutements insuffisants** : Malgré l'augmentation du trafic et la vague importante de départs à la retraite des contrôleurs aériens, le plan de recrutement de la DGAC est en retrait par rapport à la trajectoire initialement prévue.
- **Risque de retards massifs** : Le rapporteur craint, à juste titre, une situation de sous-capacité chronique qui se traduirait par des retards massifs, sources de pertes significatives pour le secteur et de moindres recettes et pénalités pour la DSNA.
- **Investissements en retrait** : L'annulation ou le lissage d'opérations d'investissements critiques ne permet pas de combler la dette technologique connue au sein de la DSNA. L'absence de traitement volontariste de ce sujet aura pour conséquences principales de faire peser un risque non négligeable sur le niveau de service de contrôle tant côté sécurité que disponibilité entraînant de fait un potentiel impact financier immense sur le secteur, pouvant se chiffrer en centaines de millions d'euros en cas de défaillance.

La FNEE CGT le martèle : le risque et le coût lié à un recrutement insuffisant est incomparablement plus élevé que ceux d'un recrutement excessif. L'austérité mène au "cercle vicieux" perdant-perdant dénoncé par le Sénat.

OPÉRATEURS DU PROGRAMME 159 : une austérité Injustifiée

Les opérateurs du Programme 159, essentiels pour l'expertise, l'information géographique et la météorologie, sont frappés par une rigueur budgétaire incompréhensible.

Le Cerema au bord de la cession de paiements

- L'établissement, outil d'expertise technique indispensable face aux dérèglements climatiques, est dans une impasse financière aggravée par une nouvelle diminution de sa Subvention pour Charges de Service Public (SCSP).
- Le déficit est évalué à environ 20 millions d'euros.

- La trésorerie structurelle deviendra négative dès 2026, conduisant à une cessation de paiements dès les premiers mois de 2027.
- Le recours à la « cavalerie budgétaire » – financer les dépenses courantes avec des fonds qui ne lui appartiennent pas – est une « fuite en avant financière » cautionnée par l'État.
- En réponse à cette gestion désastreuse, les agents du Cerema sont sommés de payer pour leur DG et leur ministère de tutelle, en faisant face aujourd'hui à une réforme désastreuse de leur règlement intérieur de temps de travail les incitant tout simplement... à dissimuler leurs heures..

La CGT s'étonne qu'un tel effort soit imposé à un établissement qui a su mener une réforme structurelle, absorbant 20 % de réduction d'effectifs et de SCSP en cinq ans tout en augmentant son volume d'activité de 10 %. C'est une prime à l'immobilisme !

Météo-France et l'IGN

Si Météo-France bénéficie d'une dotation exceptionnelle nécessaire pour ses supercalculateurs, les moyens humains et financiers n'y sont toujours pas pour l'ensemble des missions de l'établissement. Quant à l'IGN, l'établissement ne retrouve de l'oxygène que grâce aux initiatives du rapporteur pour résoudre son impasse financière et son déficit structurel. Les efforts structurels sont encore exigés de l'établissement lui-même.

LA FNEE-CGT EXIGE :

- ☒ Des recrutements à la hauteur des besoins pour la DGAC afin de garantir la sécurité et la fluidité du trafic aérien, et non pas une simple gestion comptable des coûts.
- ☒ L'arrêt immédiat des coupes budgétaires sur les opérateurs du Programme 159, notamment le Cerema, et le rétablissement de leur SCSP pour assurer leur pérennité et leur rôle crucial face aux enjeux climatiques.
- ☒ La reconnaissance de l'investissement dans le service public comme une source de développement économique et social, et non comme une variable d'ajustement budgétaire.

L'austérité budgétaire est un choix politique, et la FNEE CGT continuera de se mobiliser pour un budget de justice sociale et environnementale, avec des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle.

Contact Presse FNEE-CGT